

LE SYNDICAT UGTA DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE RÉAGIT :**«Les attaques contre Air Algérie provoqueront la désaffection des passagers»**

Afficher une indifférence aux «attaques en règle contre le pavillon national Air Algérie», le syndicat national de l'entreprise Air Algérie s'y refuse.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué diffusé hier, ce syndicat affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) déplore que «certains salariés de la compagnie saisisent cette malheureuse conjoncture pour apporter de l'eau au moulin des détracteurs invétérés». Or, ces «attaques endogènes ne sont nullement justifiées ni opportunes», considère cette organisation syndicale qui estime qu'elles (les attaques) «auront pour seule conséquence la désaffection des passagers, par l'installation d'un climat de psychose». Il existe, certes, «quelques insuffisances d'ordre matériel et organisationnel, à l'instar de toutes les compagnies aériennes du monde»,

conçède-t-on, mais qui cependant «ne peuvent justifier tant de haine à l'égard d'Air Algérie», dans la mesure où «aucune compagnie, fut-elle la meilleure au monde, n'est épargnée par des incidents».

Et le syndicat UGTA de rappeler qu'Air Algérie a vécu une «situation dramatique qui l'a mise dans l'œil du cyclone européen, à telle enseigne que les responsables de l'époque furent convoqués manu militari à Bruxelles pour être remis à l'ordre, sans que cela ne soulève un tollé».

Concernant les «allégations» parues dans la presse et relatives à l'affrètement, le syndicat d'entreprise observe que «leurs auteurs confondent insidieusement entre les constructeurs d'avions et les



Le syndicat d'Air Algérie se démarque des attaques.

affréteurs» et en répondant qu'«Air Algérie n'a jamais affrété auprès de Boeing ou d'Airbus, parce que ce n'est pas leur vocation». Voire, «ces manipulateurs, qui n'hésitent pas à utiliser tous les

moyens pour calomnier et diffamer, commettent l'imprudence de douter et de s'attaquer à la maintenance aéronautique qui a déjà acquis ses lettres de noblesse depuis des décennies», dénonce le syndicat qui appelle à «avoir l'honnêteté de reconnaître le travail exceptionnel, accompli par des techniciens compétents et expérimentés, reconnu même par les aviateurs et les équipementiers».

Quant aux recrutements qui «ne sont l'apanage de personne», le syndicat UGTA ne voit «aucun inconvénient à ce que de jeunes Algériens soient recrutés, pour peu qu'ils répondent aux critères d'accès», tout en rappelant que «pour faire voler un avion, il faut toute une chaîne de métiers dont les rôles sont complémentaires et aussi importants les uns que les autres».

C. B.

ÉDUCATION NATIONALE**Comment éviter les grèves ?**

Comme chaque rentrée scolaire, le spectre des grèves plane sur les écoles. Malgré les rencontres bilatérales entreprises entre la ministre de l'Éducation et chacun des syndicats du secteur, ces derniers n'écarteront pas le recours au débrayage, tant nombre de revendications restent en suspens.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La rentrée scolaire approche. Les risques de perturbations s'annoncent déjà à l'horizon. Plusieurs revendications des syndicats du secteur demeurent toujours en suspens. Des dossiers qui risquent de porter atteinte à la stabilité de l'année scolaire 2014-2015.

Une éventuelle paralysie des écoles et le chamboulement du programme scolaire des élèves provoqueront-ils ainsi le recours au fameux seuil pour les classes d'examen ? Un recours tant rejeté par la nouvelle ministre de l'Éducation, Nouria Benghebrît.



Rentrée mouvementée pour Benghebrît ?

Les syndicats espéraient beaucoup de la Conférence nationale de l'éducation, tenue en juillet dernier à Alger, dont de nombreuses réformes ont été annoncées. De vastes chantiers devraient ainsi être entrepris notamment les programmes, la formation des formateurs, l'égalité des chances et la modernisation des

modes de gestion. Seulement, les mêmes dossiers et préoccupations des enseignants attendent toujours une solution.

En guise d'anticipation, la ministre de l'Éducation a entamé des rencontres bilatérales avec chacun des syndicats du secteur, histoire d'éviter d'éventuelles perturbations. Des réunions au cours desquelles il était prévu d'aborder l'ensemble des préoccupations des enseignants. Des rencontres qualifiées par les partenaires syndicaux de «sans résultat». Ils estiment que tant que les dossiers en suspens demeurent sans solution, l'année scolaire sera «mouvementée». Faute d'un règlement immédiat de tous ces dossiers, les syndicats proposent la mise en place d'un planning d'application.

De nouvelles rencontres entre la ministre et les différents syndicats du secteur sont prévues entre les 25 et 31 août prochains. Il sera question de porter des réponses aux dossiers débattus et négociés avec la Fonction publique.

R. N.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ UGTA**«Notre tutelle est interpellée»**

Les syndicalistes de la santé, affiliés à la Fédération nationale des travailleurs de la santé (UGTA) montent au créneau et dénoncent. Hier, lors d'une conférence de presse, ils réfutaient «les fausses informations colportées-ici et là et faisant état de démission collective des syndicalistes structurés au sein des syndicalistes des sages-femmes, des anesthésistes et des corps communs.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La conférence de presse animée au siège de la centrale syndicale en présence du secrétaire général de la Fédération nationale de la santé, M. Redha Aït Taleb, se veut, selon ses animateurs, comme un «démenti aux propos et autres fausses informations répandues par ceux qui ont fait l'objet de mesures de suspensions par la centrale syndicale, en attendant leur traduction devant la commission de discipline».

Selon M^{me} Chetti, SG par intérim du syndicat des sages-femmes UGTA, «il s'agit de la présidente de l'association des sages-femmes, qui, dans un passé

récent, activait sous la bannière de l'UGTA». Des propos confortés par les deux autres syndicalistes et membres du syndicat des sages-femmes et, de surcroît, membres fédéraux, en l'occurrence M^{mes} Aïouaz et Rebaï qui ont démenti pour leur part «les propos mensongers de la présidente de l'association des sages-femmes au sujet de la démission collective des sages-femmes des structures de l'UGTA». «Nous avons reçu des démissions du bureau et du conseil de l'association et la création d'un syndicat autonome ne dérange nullement notre syndicat», dit-on. Les animateurs du syndicat des sages-femmes ont

saisi cette opportunité pour réitérer leurs revendications, dont notamment la «révision de leur statut».

Le Syndicat national des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation (Snamar-UGTA) ont plaidé pour «la révision du statut particulier des auxiliaires, la bonification des postes supérieurs, le régime indemnitaire, la loi sanitaire, la création d'un conseil de l'ordre et de l'éthique des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation etc.» «La situation actuelle des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation est caractérisée par une ambiguïté juridique, à cause de la contradiction existante entre le statut particulier et la loi en vigueur», lit-on dans le document.

La conférence de presse qui a eu lieu sous l'égide de la Fédération des travailleurs de la santé (UGTA) a été par ailleurs une opportunité à son secrétaire

général pour rendre publique pour la énième fois la plate-forme de revendications des travailleurs du secteur de la santé. «Nous avons transmis à la tutelle notre plate-forme de revendication et qui concerne notamment les travailleurs des paramédicaux, des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation, des biologistes de santé publique, des sages-femmes de santé publique, des corps communs et ouvriers professionnels et des paramédicaux», explique le SG de la fédération. A ce propos, M. Aït Taleb considère que la balle est désormais «dans le camp de la tutelle». «Nous avons grand espoir de voir notre ministère donner suite à nos revendications. Dans le cas contraire, notre fédération prendra ses responsabilités et nous comptons défendre nos intérêts et ceux des travailleurs de notre secteur», ajoute-t-on.

A. B.

**COMPLEXE
SIDÉRURGIQUE
TOSYALI DE
BETHIOUA****Retour
de tension**

Le complexe sidérurgique Turc Tosyali implanté dans la zone d'activité de Bethioua (wilaya d'Oran), risque-t-il d'entrer à nouveau dans une période de turbulence et de tension sociale ?

C'est ce qu'il semble de premier abord, avec la nouvelle de la suspension de 5 des délégués des travailleurs, les mêmes délégués qui avaient été les porte-parole et les représentants des travailleurs lors d'une grève et d'un mouvement de protestation social s'étant déroulé le mois de mai de cette année. Une grève qui avait vu les travailleurs désigner leurs propres délégués, via un collectif des travailleurs, à la place du syndicat en place alors et qui était considéré comme ne prenant pas la défense des intérêts des travailleurs.

Aujourd'hui l'annonce donc de la suspension des 5 délégués fait que beaucoup de personnes font le lien avec ce précédent mouvement de grève. Les représentants des travailleurs affirment aujourd'hui qu'aucun motif ne leur a été fourni lors de leur passage en conseil de discipline et lors de leur suspension. Ces derniers affirment encore que l'inspection du travail aurait également estimé que cette suspension ne reposait pas sur des bases conformes au droit et aux lois sociales de l'Algérie.

Si d'aucuns ne disent pas ouvertement que cette nouvelle affaire est étroitement liée à l'organisation de manière autonome des travailleurs avec leurs délégués contre l'avis des dirigeants de l'usine, tous le pensent néanmoins.

Dans les jours à venir, les 5 délégués et les travailleurs du complexe comptent réagir à ce qu'ils estiment être un abus de pouvoir de la part de leur employeur. La direction du complexe restait hier injoignable.

Fayçal M.